

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 PERIGNY

Périgny, le 08/01/26

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BUTAGAZ SAS**

7 Rue du Bois du Rocher  
17100 Le Douhet

Références : 0007201264/2025-13

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté 7 Rue du Bois du Rocher 17100 Le Douhet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTAGAZ SAS
- 7 Rue du Bois du Rocher 17100 Le Douhet
- Code AIOT : 0007201264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Butagaz exploite sur le site de Le Douhet des installations de stockage et un centre

emplisseur de GPL soumis à autorisation environnementale Seveso seuil haut. Les activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2021, complété le 3 juin 2021.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/04/2014, article 7-5	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité des exercices POI et mise à jour du document POI	Autre du 29/01/2024, article 1	Sans objet
2	Test d'un déploiement d'un scénario POI hors heures ouvrées	Autre du 29/01/2024, article 6	Sans objet
3	Recensement des évènements	Arrêté Ministériel du 26/04/2014, article Annexe I-6	Sans objet
4	Listing des MMR	Arrêté Ministériel du 26/04/2014, article Annexe III-6	Sans objet
6	Mesure de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 7,5,5	Sans objet
7	Mesure de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 7,5,5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 17 octobre 2025 relève une non-conformité en lien avec un défaut de 30% des hauts-parleurs de la sirène PPI.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Périodicité des exercices POI et mise à jour du document POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Date de mise à jour
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li></ul> Suites ayant été actées : Demande d'action corrective
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constat émis lors de l'inspection du 18 décembre 2024 : La dernière version du POI date du 12 janvier 2024 la version précédente est datée du 04 mars 2021. Le site étant classé Seveso seuil haut, la fréquence triennale de mise à jour est respectée. Toutefois malgré la demande effectuée lors de la visite du 16 juin 2024, l'inspection ne possède pas la version papier du POI en vigueur. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a connaissance de la réalisation des exercices POI internes réalisés par la société Butagaz les 07/12/2022, 10/10/2023 et le 14/11/2024.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à l'issue de l'inspection du 18 décembre 2024 : L'exploitant transmet une version papier de son POI du 12 janvier 2024 (Version 5) sous 15 jours aux services de l'Inspection des Installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le site étant classé Seveso seuil haut, la fréquence triennale de mise à jour est respectée. Par ailleurs, le 17 octobre 2025, l'inspection des installations classées a pris connaissance de la réalisation des exercices POI internes réalisés par la société Butagaz chaque fin de mois. Chaque exercice POI est appelé par le logiciel GMAO via la production d'un bulletin de travail.</p> <p>Un exercice (cadre) POI est prévu avec la présence du SDIS 17 le 21 novembre 2025. Un exercice PPI est prévu au premier semestre 2026.</p> <p>La dernière version du POI date du 12 janvier 2024 (pour mémoire, la version précédente datait du 04 mars 2021). Lors de la visite d'inspection inopiné du 18 décembre 2024, l'inspection n'était pas en possession de la dernière version du POI sous format papier. L'exploitant l'a transmise suite à l'inspection inopinée du 18/12/2024. Lors de l'inspection du 17 octobre 2025, l'inspecteur a pu vérifier la conformité de la périodicité des exercices POI.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Test d'un déploiement d'un scénario POI hors heures ouvrées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation d'un nuage de gaz à terre lors d'une fuite en tête de sphère
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li></ul> Suites ayant été actées : Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constat émis lors de l'inspection du 18 décembre 2024 : L'exploitant met en place les actions nécessaires afin de lever les constats émis lors de l'exercice POI.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à l'issue de l'inspection du 18 décembre 2024 : Au regard de la densité du butane, l'exploitant transmet les justificatifs qu'un nuage de gaz n'est pas susceptible de se former à terre dans une telle situation.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis les justificatifs en date du 28 février 2025.</p> <p>Voir en partie confidentielle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Recensement des évènements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/04/2014, article Annexe I-6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des performances
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a mis en place une organisation répondant à la prescription contrôlée.</p> <p>Voir en partie confidentielle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 4 : Listing des MMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/04/2014, article Annexe III-6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste MMR
<b>Prescription contrôlée :</b>  Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers.  Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'exploitant présente le listing des mesures de maîtrise des risques (MMR) du site. Cette liste identifie clairement les MMR relatives aux phénomènes dangereux exclus du PPRT.  Voir en partie confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/04/2014, article 7-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des défaillances
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.  Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.  Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).
<b>Constats :</b>  L'exploitant possède une procédure détaillée permettant le suivi et la gestion des défaillances de ses mesures de maîtrise des risques.

Voir en partie confidentielle.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'assure du bon fonctionnement de l'ensemble de ses haut-parleurs PPI sous 2 mois ou fournit une attestation certifiant que le dispositif actuel répond aux exigences du PPI.</p> <p>L'exploitant met en place les actions nécessaires afin de rétablir la pression nominale dans le canon AKRON n°9.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 6 : Mesure de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mise en œuvre d'une mesure de maîtrise des risques.
<b>Constats :</b>  La description du fonctionnement de la mesure de maîtrise des risques (MMR) faite par l'exploitant en séance est conforme aux informations contenues dans l'étude de dangers. L'inspection a permis de s'assurer du suivi de cette MMR organisationnelle.  Voir en partie confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Mesure de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 7,5,5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mise en œuvre d'une mesure de maîtrise des risques.
<b>Constats :</b>  La description du fonctionnement de la mesure de maîtrise des risques (MMR) faite par l'exploitant en séance est conforme aux informations contenues dans l'étude de dangers. L'inspection a permis de s'assurer de l'efficacité, de l'adéquation de la cinétique, de la réalisation des tests, de la maintenance et du niveau de confiance de la MMR contrôlée.  Voir en partie confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite